



Par  
**CLAUDE  
WEILL**

## La folle semaine

Un chef de la majorité, Manuel Valls, qui appelle à voter pour l'opposition en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, en Paca et dans le Grand Est, où un baron socialiste se maintient contre la décision de son parti et contre le vœu d'une partie de ses colistiers, lesquels font campagne pour le Républicain Philippe Richert, c'est-à-dire... contre eux-mêmes. Christian Estrosi qui câline les électeurs de gauche et salue « *l'esprit républicain* » de Jean-Christophe Cambadélis. Le même Cambadélis qui, mi-septembre dans *Libération*, enterrait le « front républicain » et assurait que jamais le PS ne se retirerait en faveur de Christian Estrosi et Xavier Bertrand. Des militants de gauche qui tractent et font du porte-à-porte pour Xavier Bertrand dans les coronas du Nord. Ailleurs, là où la menace FN n'existe pas, des Républicains et des socialistes qui s'invectivent de plus belle, comme si rien ne s'était passé le 6 décembre.

En Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, un candidat de la droite républicaine qui, bien que battu d'avance, choisit de se maintenir pour la même raison qu'ailleurs les socialistes se sont retirés : pour

ne pas faire le jeu du FN.

En Auvergne-Rhône-Alpes, un élu FN de Clermont-Ferrand suspendu par sa formation pour avoir

*« La pensée binaire continue de colorer le paysage politique. Mais elle a de moins en moins prise sur le réel. »*

appelé à voter Laurent Wauquiez (LR).

Un patron des Républicains, Nicolas Sarkozy, qui drague ouvertement l'électorat lepéniste et renvoie dos à dos PS et FN, au risque de braquer l'électorat de gauche, et s'entend intimer par son ex-ministre Bertrand de « *la fermer* ».

Et à l'Élysée, un François Hollande en apesanteur qui compte les points et – faut-il y voir un trait d'humour? – appelle la classe politique à la « *clarté* ».

Nous vivons la plus folle semaine que la politique française ait connue. Un Hibernatus sorti des glaces y perdrait son latin. C'est pourtant assez simple.

Nous assistons au délitement du système qui régit notre vie politique et aux premières douleurs de l'accouchement d'un nouveau modèle, dont nul ne sait ce qu'il sera, ni s'il sera viable.

Depuis 1965 (élection du Président au suffrage universel), c'est le second tour de la présidentielle qui structure le champ politique. On est d'un côté ou de l'autre de la ligne de démarcation.

Dans la majorité présidentielle ou dans l'opposition.

L'ascension du Front national a fait voler en éclats cet ordre bipolaire. Comme la lumière d'un astre éteint continue de nous parvenir, la pensée binaire continue de colorer le paysage politique.

Mais elle a de moins en moins de prise sur le réel.

Si, hypothèse très plausible, Marine Le Pen est présente au 2<sup>nd</sup> tour en 2017, le choix se ramènera – comme aujourd'hui en Paca ou dans le Nord –

à un référendum pour ou contre le Front national.

Avec à la clef, si elle est battue, et quel que soit le vainqueur, qu'il soit socialiste ou républicain, une majorité présidentielle inédite, forcément composite, associant la gauche et la droite, ou à tout le moins, de larges pans de la gauche et de la droite.

Cette majorité présidentielle pourrait-elle accoucher d'une majorité parlementaire transversale, voire d'un gouvernement de coalition? C'est la question.

Une telle reconfiguration du système politique passerait par une révision radicale de la stratégie du PS et des Républicains – et n'irait pas sans de violents déchirements internes. Déjà, à la droite de la gauche et à la gauche de la droite, certains y pensent et s'y préparent. Sans le dire, bien sûr. Les esprits ne sont pas prêts. L'UMPS reste un épouvantail. Mais en politique, l'arithmétique électorale commande : il se pourrait bien que la question soit tranchée par les urnes.